

Daniel Lindenberg ou l'érudition ILLUSOIRE

Daniel Lindenberg s'est fait connaître du grand public il y a quelques années avec son *Rappel à l'ordre*, une charge menée contre les intellectuels français coupables d'avoir formulé un conservatisme remettant en question la mythologie soixante-huitarde. Derrière ce conservatisme renaissant, Lindenberg croyait reconnaître une philosophie politique contraire aux exigences d'une société ouverte s'accomplissant dans les paramètres de la démocratie libérale. *Le procès des Lumières* entend approfondir cette critique du conservatisme en la situant désormais dans une perspective mondiale, car c'est à cette échelle que se mènerait désormais une forme de modernisation réactionnaire (p. 8) contraire à l'universalisme progressiste et à sa dynamique d'association. On le comprend très vite, pour Lindenberg, la distinction gauche/droite recoupe celle du bien et du mal, du vrai et du faux. S'il faut faire le procès du conservatisme, c'est parce qu'il serait en réalité porteur d'une révolution conservatrice héritière des années 1930, manière comme une autre d'évoquer sans subtilité la prochaine régression autoritaire des sociétés occidentales basculant à

Mathieu Bock-Côté

Mathieu Bock-Côté est l'auteur de

La dénationalisation tranquille

(Boréal, 2007) et en colloration

avec Jacques Beauchemin, de

La cité identitaire (Athéna, 2007).

Il termine actuellement une thèse à

l'Université du Québec à Montréal

qui porte sur la métamorphose du

progressisme depuis les années

1960.

droite. Il y a peu à dire sur cette thèse sinon qu'elle est grossière et répond à ce procédé particulier au progressisme qu'est la pathologisation du conservatisme, toujours rabattu sur un fascisme fantasmatique. Dans le cas de Lindenberg, il s'agira de mener la lutte contre une droite décomplexée qui travaillerait à réhabiliter le monde « *d'avant (avant la défaite des dictatures fascistes et autres totalitarismes, avant la décolonisation)* » (p. 132). Cette vision d'un monde d'avant la grande césure émancipatrice des *radical sixties* est conforme à l'antifascisme soixante-huitard qui laisse croire que le fascisme n'aura été véritablement vaincu, non pas en 1945, mais bien en 1968, avec la conversion contre-culturelle du marxisme et son retournement contre les institutions sociales traditionnelles. À travers l'histoire, l'idéal des Lumières s'actualiserait systématiquement et ceux qui critiqueraient certaines des modalités de cette actualisation seraient coupables de dérive réactionnaire. Notre époque serait celle d'une « *crispation identitaire sans précédent* » (p. 127).

Le style est inquisiteur et la pensée s'en tient à une logique de dénonciation, de délation même, à certains moments, et je prends pour acquis que les lecteurs de ce livre n'auront aucun mal à démonter la stratégie rhétorique qui consiste à toujours brandir le retour aux années 1930 pour disqualifier le conservatisme. Sauf ceux qui désirent se laisser convaincre et qui rappellent au pas de course lorsque la gauche idéologique lance un nouvel appel à la mobilisation antifasciste, ce livre trouvera peu de lecteurs sérieux. La chose est d'autant plus risible que pour un esprit qui se pique de cosmopolitisme et d'un savoir universel dépris des seules controverses nationales, Lindenberg cède aussi à ce vilain défaut français de croire la France à l'origine des mouvements qui balayaient la planète, les meilleurs comme les pires, en affirmant sans rire que Maurras pourrait être considéré comme « *le Lénine des droites radicales du monde entier* » (p. 92), une affirmation si grossière qu'elle passerait pour une mauvaise blague si on n'en connaissait l'auteur qui va même jusqu'à traquer Maurras aux États-Unis (p. 224) et en Israël (p. 183), dans le premier cas à travers la politique de George W. Bush, dans le second cas dans les travaux de Yoram Hazony. Il faut dire que vers la fin de l'ouvrage, c'est ensuite Joseph de Maistre qui est présenté comme « *le père de toutes les droites modernes* » (p. 239). Il y a là une forme d'épistémologie hexagonale qui contredit la prétention à analyser la mondialisation des idées.

La thèse elle-même se décompose facilement, on le constate. Mais le véritable problème de ce livre est ailleurs. Alain Duhamel a confié dans *Le Point* son admiration devant l'érudition de Lindenberg (1^{er} octobre 2009). Il faut croire que l'honorable chroniqueur s'est fait lui-même bluffer par l'érudition de pacotille de Lindenberg, qui n'impressionnera que ceux qui connaissent bien mal le

sujet auquel il a consacré son ouvrage. Car ce qui frappe dans cet ouvrage, c'est le caractère illusoire de l'érudition qui s'y déploie. La chose est surtout visible dans les pages consacrées au conservatisme américain, une matière que Lindenberg ne maîtrise aucunement mais dont il prétend pourtant faire un survol savant. Lindenberg n'y accumule pas seulement les inexactitudes mais les erreurs les plus grossières sur le plan de la simple connaissance d'un mouvement de pensée qui serait le laboratoire de la contre-révolution planétaire. La chose est d'autant plus surprenante que les ouvrages ne manquent pas sur le conservatisme américain, mais Lindenberg ne semble pas en avoir consulté un grand nombre, sinon certaines synthèses dénonciatrices elles-mêmes plus ou moins bien informées sur la question.

Je me contenterai de rapporter ici les erreurs les plus grossières, en commençant par la première, qui porte cette version un peu modifiée du conservatisme américain qu'est le néoconservatisme canadien-anglais qui s'est incarné dans les travaux de l'École de Calgary. Ainsi, Lindenberg consacre ici et là quelques commentaires, inspirés des travaux de Shadia Drury à cette école de pensée pour nous apprendre qu'un de ses représentants est actuellement premier ministre du Canada. Jusqu'ici, cela n'est pas tout à fait inexact. Mais très vite, les choses se gâtent, car le premier ministre du Canada, Stephen Harper, est successivement renommé « Ben Harper » (p. 122) et « Steven Harper » (p. 162) et Lindenberg le présente comme un « philosophe néoconservateur », ce qui l'amène à dire que le Canada est le pays où les philosophes sont rois, une affirmation un peu rapide quand on sait que Stephen Harper, loin d'être un philosophe, a plutôt une formation d'économiste et s'est moins distingué par ses travaux académiques que par un activisme constant dans les rangs du mouvement conservateur canadien, en tant que stratège politique et concepteur de politiques publiques, comme l'a très bien rappelé William Johnson dans la biographie qu'il lui a consacrée, *Stephen Harper and the Future of Canada*.

Mais on peut passer vite sur cette première erreur pour s'attarder à des dérapages plus substantiels, comme c'est le cas lorsque Lindenberg prétend explorer la pensée de Russel Kirk, d'une certaine manière la figure fondatrice du « new conservatism » américain des années 1950. Lindenberg nous apprend ainsi que Kirk serait l'auteur d'un petit « catéchisme politique extrêmement populaire dans les milieux conservateurs de par le monde », *Les six canons de la pensée conservatrice*, une conférence qu'il aurait prononcée à la fin des années 1980 devant la Heritage Foundation (p. 118). Ce que Lindenberg semble ignorer, c'est que le credo kirkien a d'abord été élaboré dans son livre *The Conservative Mind*, publié en 1953, et qu'il n'a certainement pas fallu attendre trois décennies pour constater sa diffusion, à tout le moins sur le plan rhétorique, dans le mouvement conservateur

américain, qui s'est par ailleurs progressivement éloigné de Kirk au fil de son institutionnalisation. Par ailleurs, Lindenberg nous apprend que Kirk est un « auteur-culte dans les pays francophones comme dans le reste du monde » (p. 118). On se demande bien sur quelles sources Lindenberg s'appuie pour affirmer une telle chose dans la mesure où son œuvre demeure périphérique dans les milieux conservateurs francophones et que son œuvre est rarement citée, encore moins étudiée, pour des raisons aisément compréhensibles, d'ailleurs.

On trouvera une même confusion presque amusante lorsque Lindenberg s'intéressera à la pensée de Irving Kristol, le fondateur du néoconservatisme, récemment décédé, lorsqu'il confond son ouvrage traduit en français *Réflexions d'un néoconservateur* avec un essai autobiographique, qui demeure non traduit à ce jour, contenu dans son ouvrage *Neoconservatism : the Autobiography of an Idea* (p. 121). Alors que la sociologie d'Irving Kristol aura permis de conceptualiser avec une indéniable finesse la dynamique contre-culturelle des années 1960 et 1970, Lindenberg semble réduire son œuvre à celle d'un publiciste sans profondeur, comme il le fera avec celle de Dinesh D'Souza qu'il qualifiera subtilement « d'essayiste ultraréactionnaire » (p. 122) et John Fonte – dont il n'a visiblement lu que les textes traduits dans la revue *Controverses* - de théoricien du complot (p. 148). Mais il semble y avoir là une tendance propre à Lindenberg qui qualifiera Paul Gottfried de « publiciste paléoconservateur » en passant ainsi sous silence l'œuvre considérable de cet auteur qui est d'abord un historien des idées et un politologue qui a consacré de nombreux ouvrages au déploiement de l'État thérapeutique et à l'histoire du mouvement conservateur lui-même. D'ailleurs, la chose est amusante, Lindenberg laisse croire qu'il a consulté les archives de Paul Gottfried avec une note de bas de page ambiguë – il réfère à « Archives Paul Gottfried » - alors qu'il n'a fait que consulter certains textes de Gottfried rassemblés sur le site lewrockwell.com (p. 116).

Il y a là une grande confusion intellectuelle et une difficulté propre à Lindenberg à détricoter les querelles qui traversent le conservatisme américain, fait de plusieurs écoles concurrentes qui ne se réduisent pas à la simple querelle entre les néoconservateurs et les paléoconservateurs. Mais même cette querelle, Lindenberg ne parvient pas à en rendre compte correctement en classant, par exemple, la *National Review* dans la seconde catégorie (p. 118), alors que cette revue s'est depuis le début des années 1990 clairement classée dans le camp du néoconservatisme, même si elle en demeure l'expression la plus en lien avec le conservatisme plus traditionnel qui remonte jusqu'aux années 1950.

On le sait, le mouvement conservateur américain repose sur une infrastructure organisationnelle bien faite, où les *think tanks* jouent un rôle majeur. Je dis « on le sait » mais en fait, Lindenberg ne le sait qu'à moitié, lui qui ne voit

chez les chercheurs qui y travaillent que des intellectuels ratés (p. 105). Mais le problème, encore une fois, est ailleurs, et Lindenberg, qui ne connaît pas l'histoire des think tanks, ne parvient pas à distinguer les uns des autres et leur rôle dans l'histoire du conservatisme américain. Ainsi, après nous avoir appris que la *Heritage Foundation* aurait été créée pour lutter contre le nazisme (p. 103), alors qu'elle n'a été créée qu'en 1977 pour assurer une influence au mouvement conservateur sur le processus législatif, il trouvera le moyen de la déclasser intellectuellement en marginalisant son rôle sous la présidence de Ronald Reagan alors qu'on reconnaît normalement son rôle déterminant dans la définition dans les grandes initiatives politiques qui l'ont caractérisé. Selon Lindenberg, c'est le Manhattan Institute qui aurait joué le plus grand rôle dans le déploiement du conservatisme américain – il va même jusqu'à écrire qu'il s'agit de « l'arche sainte de la reconquête conservatrice » et du « Soviet suprême de la Révolution conservatrice » (p. 105). Sans négliger l'importance du Manhattan Institute, notamment sur les questions liées aux politiques de la ville, il y a tout de même une erreur de perspective à la transformer par décret en institution hégémonique dans le conservatisme contemporain.

Je cesse ici la recension de ces inexactitudes qui laissent croire à de semblables dérives dans les autres parties du livre. Une aussi mauvaise maîtrise de sa matière par son auteur explique probablement la dérive interprétative d'un ouvrage dont des éditeurs rigoureux auraient dû exiger la réécriture, à la fois pour nous le rendre dans un style moins indigeste et pour en assurer une meilleure documentation. Un éditeur rigoureux n'aurait pas toléré un aussi mauvais ouvrage, qui ne correspond à aucun standard académique et qui n'a même pas l'excuse d'être un bon essai.

Mais on peut et on doit en revenir sur la thèse, pour en dire quelques mots supplémentaires. Il est exact qu'on assiste aujourd'hui à la reconstruction du conservatisme dans la critique de l'héritage des radicaux des années sixties. Mais cette reconstruction ne s'est pas pensée contre la démocratie libérale mais dans une défense de ses conditions de possibilité historique, ce qui explique à la fois l'intérêt du conservatisme contemporain pour la question nationale et pour la question du sens commun. Si ce mouvement est visible partout en Occident, il ne manifeste aucune sympathie pour la « révolution conservatrice des années 1930 », qui n'avait rien, c'est le moins qu'on puisse dire, d'une défense de la démocratie libérale ou d'une version tempérée de la modernité mais bien d'une volonté de l'abolir dans un collectivisme organiciste qui s'est engouffré dans l'histoire que l'on sait. Il y aurait un ouvrage passionnant à écrire sur la reconstitution en Amérique et en Europe du conservatisme après les sixties. Mais Lindenberg n'a certainement pas écrit cet ouvrage qui se classe plutôt dans une litté-

rature de combat antifasciste vite périmée et toujours décevante pour ceux qui préfèrent la connaissance scientifique à la connaissance idéologique. L'antifascisme grossier reste encore la marque de commerce de la gauche la plus bête du monde.